

Collectifs et organisations de la Société Civile Malgache

Immeuble des Pères Carmes, 3^{ème} étage, près Espace DERA
Fkt. Tsiadana, Antananarivo-101

COMMUNIQUE

« ÇA SUFFIT ! »

Tous les collectifs et organisations de la société civile réunis d'urgence le Samedi 28 juillet 2012 à Tsiadana, et signataires de ce communiqué :

- En raison des événements qui se sont passés à l'aéroport d'Ivato, le vendredi 27 juillet 2012, relatifs à la violation flagrante des droits humains stipulés dans :
 - la Déclaration universelle des Droits de l'Homme,
 - la Charte Africaine des Droits humains et des Peuples,
 - les protocoles de la SADC régissant les droits de l'Homme,
 - les principes constitutionnels adoptés par Madagascar depuis 1992 et qui demeurent intangibles.
- En raison des trois principes de la Feuille de route du 17 septembre 2011 - *consensualité - inclusivité - non violence* - et des exigences de sa mise en œuvre,
- Et en raison des objectifs et des intentions déclarés lors du Sommet des deux présidents aux Seychelles, du 25 au 26 juillet 2012,
 - ⇒ CONSTATENT que l'interdiction faite à la citoyenne Mme Lalao Rakotonirainy épouse Ravalomanana et sa famille, d'entrer et de séjourner sur le territoire de Madagascar, est contraire aux motivations citées plus haut, et en particulier, ceux du Pacte international relatif aux Droits civils et politiques, en son article 12, alinéa 4 : « *Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays* »
 - De plus, cette violation s'est concrétisée par un refoulement *manu militari* vers une destination obligée,
 - ⇒ CONSTATENT que l'acte perpétré contre tout citoyen est également contraire aux trois principes de base de la résolution de la crise à Madagascar acceptée par toute la Communauté Internationale, la Communauté de la SADC, les signataires de la Feuille de route du 17 septembre 2011 et aux objectifs du Sommet à Deux aux Seychelles
 - ⇒ RAPPELLENT avec force les valeurs identitaires fondamentales qui sont les bases historiques, éthiques et culturelles de notre société, à savoir :
 - la sauvegarde du *FIHAVANANA* et du *FILONGOA*,
 - la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers,
 - le respect à toute épreuve de la justice et de l'équité,
 - la sauvegarde du respect mutuel et du dialogue
 - ...
 - ⇒ CONDAMNENT vigoureusement les principes à l'origine de l'action perpétrée, la démarche dont celle-ci a été conduite et les instruments (personnes physiques et morales) qui ont servi à l'exécuter.

⇒ INTERPELLENT :

- le Président de la Transition et le Premier Ministre de consensus à respecter scrupuleusement les principes de la Feuille de route et de sa mise en œuvre, à coordonner leurs actions dans un sens favorable à l'apaisement et à la résolution durable de la crise, à mettre fin à toute décision unilatérale, et à harmoniser dorénavant les dysfonctionnements de la gouvernance
- les forces de l'ordre à tout niveau qu'elles cessent désormais d'être des forces de provocation, de répression et d'oppression contre les citoyens, et qu'elles demeurent le garant effectif de l'apaisement
- les organisations de la société civile membres du Comité de Suivi et de Contrôle de l'application de la Feuille de route à prendre en main leur responsabilité, face à ces dérives constatées

⇒ APPELLENT les Chefs d'Etat de la SADC, la Troïka et le Bureau de liaison de la SADC à Madagascar ainsi que l'équipe de médiation concernée, à identifier les véritables entraves à la mise en œuvre de la Feuille de route, et à agir en conséquence

⇒ Saisissent le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies à Madagascar sur le cas

⇒ Saisissent également le GIC-M et la Communauté Internationale présents à Madagascar sur le cas, dans le cadre de la défense des grands principes des droits de l'Homme et de la démocratie

• Les signataires de ce Communiqué :

Attirent l'attention de tous sur la répétition des faits de ce genre depuis 2009 à ce jour, et qui complique et empêche l'avancée d'une recherche de sortie de crise.

Rappellent à toutes les parties concernées que le peuple malgache a toujours été la première et la plus grande victime de toutes les crises qui se succèdent, et notamment celle-ci.

IL FAUT QUE CETTE CRISE FINISSE.

IL FAUT QUE TOUS LES ACTES DE PROVOCATION, BLOCAGES, SUBTERFUGES ET AUTRES COMPORTEMENTS DE CE GENRE CESSENT DORENAVANT.

Signataires :

- Alliance des Organisations de la Société Civile (AOSC)
- Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC)
- Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSCM)
- ORIMBATO – Fédération des gardiens des valeurs traditionnelles
- Club Développement et Ethique (CDE)
- Réseau National de Défense des Consommateurs (RNDC)
- Association des Jeunes pour la Promotion de la Justice - Fikambanan'ny Tanora Mandala ny Fahamarinana (FTMF)
- Développement des Malgaches pour promouvoir la Démocratie – Malagasy Miara Mandroso Aron'ny Demokrasia (MAMIMAD)
- Forum des Educatrices Africaines (FAWE)
- Réseau pour l'Eradication de la Violence (REV-Analamanga)
- Dinika sy Rindrina ho an'ny Vehivavy (DRV)
- ONG TARATRA
- Association AFT
- AGEVAREN-Développement
- Association ZETRA
- Association SPEED